

Notre défense nationale coûte fort cher, comme l'a signalé le chef de l'opposition. Notre pays vote des centaines de millions de dollars et, les États-Unis, des milliards aux fins de la défense. Ces chiffres expliquent les frais fantastiques de notre armée. A tort ou à raison les deniers votés par le Parlement actuel et par le Congrès américain visent, comme notre collègue de Carleton (l'honorable M. Fogo) l'a signalé, à constituer tant au Canada qu'aux États-Unis, des effectifs terrestres relativement peu élevés qui seraient prêts à combattre en toute circonstance.

Le programme général, visant les recherches, ainsi que l'armée de terre, de mer et de l'air, tend à constituer des effectifs qui, en cas de danger, pourraient immédiatement devenir le noyau de forces civiles plus nombreuses. On ne saurait en douter. Si un honorable vis-à-vis ou toute personne de l'extérieur en ont une autre impression, c'est qu'ils n'ont pas accordé l'attention voulue aux renseignements communiqués au public. Si l'on croyait nécessaire d'augmenter sensiblement nos troupes, on aurait dû soulever la question l'an dernier au lieu d'attendre jusqu'aujourd'hui. Le Canada a agi avec pondération et avec la conscience de ses responsabilités. Le recrutement actuel se révélera peut-être insuffisant pour nos besoins d'ici quelque temps; seul l'avenir le dira. Les mesures que nous avons prises par le passé à l'égard de notre armée n'indiquaient pas, à ma connaissance, qu'on désirait des effectifs terrestres nombreux, bien formés et prêts à partir pour l'étranger à bref délai.

L'honorable Felix P. Quinn: Honorables sénateurs, je serai bref. Je n'avais pas l'intention de prendre la parole; mais je ne puis m'empêcher d'exprimer mon étonnement à la suite des remarques de notre collègue de New-Westminster (l'honorable M. Reid). Je ne puis comprendre son attitude, lui qui vient de la Colombie-Britannique, la première province à laquelle s'attaquerait la Russie, si elle entreprenait une invasion. Soutenir comme il l'a fait une politique d'isolationisme, de non-intervention...

L'honorable M. Reid: J'en appelle au Règlement. Peu m'importe qu'on critique mes observations, mais je ne veux pas qu'on me prête des paroles que je n'ai jamais prononcées. Je n'ai jamais prôné l'isolationisme.

L'honorable M. Quinn: Le discours de notre collègue ne comportait pas une invitation directe à l'isolationisme; mais j'en ai déduit qu'il appuyait une telle politique. En tirant de telles conclusions, je suis la ligne de conduite établie l'autre jour par notre collègue de Vancouver-Sud (l'honorable M. Farris).

L'honorable M. Reid: Je n'ai jamais voulu prôner l'isolationisme.

L'honorable M. Quinn: Très bien. Je laisse à mes collègues le soin d'en juger.

L'honorable M. Reid: Non! Je demande que cette observation soit retirée. Je ne tolérerai pas de telles accusations.

L'honorable M. Quinn: Je vais la retirer mais les sénateurs n'auront qu'à lire le compte rendu pour savoir ce qui s'est dit. Je ne puis m'expliquer l'attitude de notre collègue. Tout comme lui, je conviens que les Nations Unies devraient aider l'Allemagne occidentale ainsi que le Japon à s'armer. J'ajouterais même qu'elles devraient aider autant que possible l'Espagne à se réarmer.

Certaines critiques contre l'Espagne et contre Franco me renversent parfois. Des gens semblent oublier que, sans Franco, toute l'Espagne et l'entrée de la Méditerranée seraient sous la domination russe depuis des années. Que mes collègues essaient d'imaginer ce qui serait arrivé si la Russie avait dominé la Méditerranée au cours du dernier conflit. Merci à Franco! Nous devrions l'aider autant que possible maintenant. Si l'Espagne et tous les autres pays anti-communistes, riverains de l'Atlantique, s'unissaient avec les signataires du traité de l'Atlantique-Nord, ce traité comporterait bien plus de prestige et de puissance que dans le moment. Pour lutter contre le communisme, il nous faut l'aide de tous les pays, grands ou petits, qui s'opposent au communisme. Mettons donc de côté notre étroitesse d'esprit, nos préjugés ethniques et religieux, et faisons en sorte d'assurer l'union de tous les peuples anti-communistes.

Tout ce qu'a dit aujourd'hui le chef de l'opposition (l'honorable M. Haig) me convient parfaitement. Les critiques qu'il a formulées sont fondées. Les Canadiens se demandent avec raison comment il se fait que depuis la fin du dernier conflit on ait affecté un milliard et demi à la défense, et qu'on n'ait rien à montrer pour tout cet argent. Lorsque le secrétaire général de l'ONU a demandé aux États Membres d'appuyer des États-Unis en Corée, nous n'avions même pas un bataillon à offrir. Le Gouvernement prétend que le Canada possède 10,000 militaires qui ont reçu une formation particulière. Peut-être l'occasion de mettre à profit la formation particulière qu'ils ont reçue ne se présentera-t-elle jamais à ces militaires et on les aura préparés pour rien. Si nous avions des militaires formés, le pays aurait dû en dépêcher au moins un bataillon ou un régiment en Corée. L'arrivée de troupes du Canada en Corée aurait relevé le moral des troupes des États-